



PGA du 24 novembre 2015

ADIPEC 2015 (Abou Dhabi, 9-12 novembre 2015)

(Francis Perrin, président de Stratégies et Politiques Energétiques, était invité par l'Abu Dhabi National Oil Company - ADNOC - à l'édition 2015 de l'Abu Dhabi International Petroleum Exhibition and Conference - ADIPEC).

Duel au soleil sur les prix du pétrole

L'édition 2015 d'ADIPEC a notamment été marqué par un débat intéressant et animé, bien que très courtois, entre le ministre de l'Energie des Émirats Arabes Unis, M. Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei, et le ministre omanais du Pétrole et du Gaz, M. Mohammed bin Hamad bin Saif al-Rouhmy. Le sujet de cette discussion, qui a rendu la session ministérielle de l'ADIPEC beaucoup moins consensuelle que d'habitude, était les prix du pétrole.

Les EAU sont, au sein de l'OPEP, sur la même ligne que l'Arabie Saoudite, le Koweït et le Qatar sur cette question alors que le ministre omanais du Pétrole et du Gaz n'avait pas mâché ses mots pour critiquer l'actuelle stratégie de l'OPEP qui, à la fin novembre 2014 et au début juin 2015, a refusé de réduire sa production pour tenter de faire remonter les prix du pétrole. Oman ne fait pas partie de l'OPEP.

La prochaine réunion de la Conférence ministérielle de l'organisation se tiendra le 4 décembre à Vienne et il n'y a guère de suspense sur ses résultats: pour la troisième fois consécutive depuis le début de la chute des prix au cours de l'été 2014, l'OPEP maintiendra son plafond de production de 30 millions de barils par jour. La production effective des 12 États membres est d'ailleurs supérieure à ce plafond.

Des politiques irresponsables, selon le ministre omanais du Pétrole et du Gaz

Lors de son intervention à Abou Dhabi et de la discussion qui s'en est ensuivie, M. Al-Rouhmy a commencé par dire qu'il était en désaccord total avec ce que ses prédécesseurs (son collègue des EAU et M. Daniel Yergin, vice-président d'IHS) avaient affirmé. Nous traversons une crise qui s'explique par des décisions humaines, a-t-il expliqué. Nos politiques

actuelles, qui consistent à produire trop de pétrole, sont irresponsables et nous ne rendons pas service au secteur de l'énergie. Nous cuisinons plus que ce que le monde peut absorber à hauteur de 2-3 millions de barils par jour. Le pétrole est une ressource non renouvelable. Lorsqu'elle est partie, c'est pour toujours. Ce n'est pas comme la production de téléphones portables, s'est-il exclamé.

Nous (les pays producteurs) souffrons et il est étrange de constater que nous ne changeons pas de cap alors que nous perdons de nombreux milliards de dollars, a poursuivi le ministre. Si un pays exporte 3 millions de b/j, il perd chaque jour de l'ordre de \$150 millions (puisque les prix ont perdu au moins \$50/b depuis l'été 2014). Il faut changer de politique et réduire la production. Certains pays non-OPEP, tels que Oman, l'Egypte, le Mexique et quelques autres, pourraient s'entendre avec l'OPEP sur ce sujet, a-t-il estimé.

Un impact négatif sur les progrès technologiques, sur les autres énergies et sur l'attractivité de l'industrie pétrolière

Des pays tels que les EAU ou Oman peuvent dire qu'ils vont continuer à investir en dépit de la chute des prix. Mais essayez de convaincre des sociétés privées telles que Shell, Total ou Schlumberger, a-t-il souligné. Interrogé sur les bienfaits de la technologie, le ministre omanais a répondu que tout dépendait de son utilisation: est-ce pour réduire les coûts ou pour accroître les ressources ? Très offensif, il a ajouté que "nous pouvons être assis ici et rêver mais la technologie n'est pas bon marché". Elle sera incontestablement une victime de la période actuelle.

L'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL) va aussi payer le prix de la chute des cours du brut. Le coût de la liquéfaction du gaz, qui est très élevé, ne baisse pas. C'est là un vrai défi pour ce secteur. M. Yergin a dit dans son discours que les États-Unis pourraient devenir le premier exportateur mondial de GNL mais, aux prix actuels, ce ne serait pas rentable, a estimé M. Al-Roumhy. Les bas prix du pétrole auront aussi un impact négatif majeur sur les énergies renouvelables.

Faisant un large tour d'horizon des conséquences des bas prix du pétrole, le ministre omanais a évoqué la question des ressources humaines. Si nous ne pouvons pas offrir la sécurité de l'emploi à de jeunes talents, nous les perdrons. Notre industrie deviendra moins attrayante aux yeux des jeunes. C'est un problème sérieux pour l'avenir et il est lié aux prix du brut.

Il est absurde d'attendre que le temps change. "Nous devons le changer nous-mêmes", a déclaré M. Al-Roumhy. Nous avons une responsabilité mais nous ne l'exerçons pas. Le ministre a souvent utilisé le "nous" dans son intervention en parlant de l'ensemble des producteurs et n'a pas voulu désigner certains pays ou l'OPEP en particulier. Mais il avait dans le passé vivement critiqué cette organisation pour ne pas avoir réduit sa production et avoir privilégié la défense de ses parts de marché au détriment de celle des prix et, donc, des revenus des pays exportateurs.

Le ministre de l'Energie des EAU: nous ne voulons plus subventionner les producteurs à coût élevé

C'est la fin du pétrole à faible coût, a estimé M. Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei pour qui il serait injuste de critiquer l'OPEP pour la situation actuelle. Je suis d'accord avec M. Al-Roumhy mais sur un point, a-t-il ajouté: le "nous", qui signifie l'ensemble des producteurs et pas seulement l'OPEP.

Comme nous n'avons pas de système pour contrôler la production non-OPEP, si l'OPEP réduisait sa production, elle subventionnerait les producteurs à coût élevé et elle pénaliserait ses clients ainsi que l'économie mondiale, a expliqué le ministre d'une voix aussi calme que ferme. La meilleure solution est que nous (ici le nous signifie l'OPEP) soyons le producteur de base et pas le producteur d'appoint ("swing producer") car nous sommes des producteurs à bas coût. Nous ne pouvons pas maintenir les prix à des niveaux qui ne sont pas soutenables. Dans une autre session, le secrétaire général de l'OPEP, M. Abdalla Salem El-Badri, a rappelé que la part de marché de l'OPEP était d'environ 40% et que l'organisation ne pouvait pas accepter de descendre en dessous de ce seuil.

Nous devons utiliser l'innovation pour réduire les coûts afin de maintenir la production en dépit de la chute des prix, a indiqué M. Al-Mazrouei. Un autre élément clé est la diversification. À Abou Dhabi, cela fait partie de notre soutenabilité. La période actuelle est difficile pour l'amont mais elle est très bonne pour le raffinage et la pétrochimie, ce qui compense une partie de nos pertes dans l'exploration-production. Nous devons mettre en place une chaîne de valeur complète pour les hydrocarbures, a souligné le ministre.

M. Al-Mazrouei a également évoqué quelques autres thèmes, dont les liens entre technologie et soutenabilité et les subventions sur les prix de l'énergie. Il n'est jamais facile de retirer quelque chose à une population, a-t-il souligné en faisant allusion à la politique de réduction des subventions entamée aux EAU. Mais, a-t-il poursuivi, si vous établissez une relation de confiance avec cette population et si les dirigeants sont très transparents envers elle, des mesures normalement impopulaires peuvent être acceptées.

Francis Perrin

- Voir deux interviews, en 2013 et en 2014, avec le ministre de l'Energie des EAU sur notre site internet www.stratener.com/en/Accueil.php, colonne Interviews.

Le directeur général de Total à ADIPEC 2015

En 2014, la part de production d'hydrocarbures de Total aux Émirats Arabes Unis était de 127 000 barils équivalent pétrole par jour mais ce chiffre n'est pas représentatif de l'importance des EAU pour le groupe français. 2014 avait en effet été marquée par la fin de la concession de l'Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO), une filiale de l'ADNOC qui exploite les gisements pétroliers à terre. Total était l'un des détenteurs de cette concession à hauteur de 9,5% et l'est d'ailleurs redevenu en janvier 2015 avec une participation de 10%. En 2013, avant l'expiration de l'ancienne concession, la part de production de Total était de 260 000 barils équivalent pétrole par jour (bep/j). Les EAU étaient alors la deuxième source de production de la compagnie juste après le Nigeria (261 000 bep/j) et devant la Norvège (243 000 bep/j) et la Russie (207 000 bep/j).

Les EAU, un pays très important pour Total

Une autre raison de l'importance des EAU (Abou Dhabi en fait, pays dans lequel le groupe est actif depuis 1939) pour Total est la diversité du portefeuille du groupe dans ce pays. Total est en effet impliqué dans la production de pétrole, de gaz naturel, de condensats, de liquides du gaz naturel et de gaz naturel liquéfié, dans l'exportation de gaz par gazoduc, la production d'urée, la production d'électricité et l'énergie solaire.

Compte tenu de ce que représentent les EAU et, plus globalement, le Moyen-Orient pour Total (la part de cette région dans la production mondiale d'hydrocarbures du groupe était de 23% en 2013 et de 18% en 2014), de l'importance d'ADIPEC pour cette partie du monde, la présence du directeur général du groupe, M. Patrick Pouyanné, à l'édition 2015 de cette exposition/conférence de premier plan n'était pas surprenante. Lors d'une table ronde et d'une conférence de presse, le directeur général s'est exprimé sur de nombreux sujets et Pétrole et Gaz Arabes reprend ci-dessous des extraits de ses déclarations et positions autour de certains mots clés.

- ADCO: Total a été la première compagnie pétrolière internationale à être choisie pour la nouvelle concession de l'ADCO.

- Volatilité du marché: l'industrie pétrolière doit affronter la volatilité. Notre rôle est d'investir pour le long terme dans un contexte de forte volatilité à court terme. Nous devons nous adapter et nous ajuster mais ne pas surréagir.

- Excellence: notre travail consiste à être excellent dans nos activités. Nous contrôlons nos coûts, les technologies et la sécurité de nos opérations. Nous devons réaliser nos projets dans les délais et les budgets prévus. La sécurité fait partie de l'excellence opérationnelle.

- Coûts: dans le passé, nous avons parfois perdu le contrôle de nos coûts. C'est une responsabilité collective. Lorsque les prix du pétrole étaient élevés, nous avons laissé filer les coûts. Il faut à présent les réduire. N'oublions pas que, dans les années 1990, nous avons lancé de gros projets en mer profonde, notamment au large de l'Angola, à des coûts assez faibles.

L'industrie pétrolière doit reprendre le contrôle de ses coûts

- Objectifs de réduction des coûts: les investissements de Total seraient de \$23-24 milliards en 2015 et de \$20-21 milliards en 2016. Les objectifs pour les dépenses d'exploitation sont une réduction de \$1,2 milliard en 2015 et de \$3 milliards sur 2015-2017. Nous devons être capables d'avoir un point mort pour nos développements amont à un prix du brut de \$60 par baril.
- Opportunités: quand les prix du pétrole sont bas, nous avons accès à plus d'opportunités d'investissement en raison de notre très bonne position financière. Lorsque les prix sont élevés, il y a plus de concurrence.
- Acquisitions d'autres compagnies pétrolières: je ne suis pas disposé à surpayer pour des acquisitions. Nous devons être patients. Le marché prendra en compte les bas prix du pétrole.
- Intégration: nous croyons beaucoup au modèle de l'intégration (d'amont en aval). Ce modèle nous permet de faire face à la volatilité des prix.
- Le déclin de la production des champs existants est de l'ordre de 6-7% par an. Nous devons donc investir pour compenser ce déclin. Actuellement, les investissements ne sont pas suffisants.
- Pétrole conventionnel: n'oubliez pas les projets conventionnels. Le pétrole de schiste constitue une petite part du marché. Si nous oublions le pétrole conventionnel, nous préparons le terrain à une forte hausse future des prix.
- Technologie: nous ne devons pas sacrifier la technologie. Nos capacités et notre savoir-faire dans ce domaine sont importants pour les pays producteurs.
- Changement climatique: l'industrie pétrolière est une partie du problème mais aussi une partie de la solution. Parmi les clés pour aller dans la bonne direction, on peut citer plus de gaz naturel, plus d'énergies renouvelables, plus d'efficacité énergétique, des produits qui sont plus efficaces pour les consommateurs, le captage et le stockage du carbone ou le captage, l'utilisation et le stockage du carbone et la participation à des initiatives internationales contre le changement climatique.
- Ressources humaines: nous n'allons pas licencier car nous avons une vision de long terme et nous ne voulons pas perdre des compétences précieuses. De plus ce n'est pas dans notre culture.

Iran, Irak et Yémen

- Iran: nous sommes intéressés par le gaz naturel, par les exportations de gaz, le pétrole, la récupération assistée, la pétrochimie et la commercialisation. Mais les sanctions sont encore là et il y a la question clé de la rentabilité. Si les conditions sont réunies, nous serons bien placés pour profiter de projets intéressants. L'Iran est aussi un marché important.

- Iran et le facteur temps: après la levée des sanctions, l'Iran devrait pouvoir mettre sur le marché 300 000-500 000 barils par jour de pétrole peut-être. Au-delà, il faudra du temps comme partout. La négociation de bons accords sur de gros projets prend du temps. N'oubliez pas le cas de l'Irak. Il a fallu du temps pour accroître la production de façon significative alors même que leur approche était très agressive.

- Accords de service en Iran: accords de service, accords de partage de production, ce sont seulement des mots. Ce qui m'intéresse, c'est le contenu. Par rapport aux contrats de buyback en Iran, nous avons deux critiques. Leur durée (sept ans) était trop courte, ce qui ne laissait pas assez de temps pour mettre en évidence les réserves et accroître les taux de récupération. Le deuxième problème est que la rémunération était liée aux dépenses d'investissement. Ce n'est pas ce qui incite à minimiser ces dépenses. Nous devons avoir des incitations qui nous poussent à faire les bonnes choses, pas les mauvaises.

- Irak: avec un prix du pétrole brut de l'ordre de \$50 par baril, l'Irak a besoin de la plus grande partie de l'argent pour ses besoins internes et ses forces de sécurité. Ce n'est donc pas le moment pour de nouveaux gros contrats dans ce pays mais nous verrons.

- Yémen: depuis l'arrêt de l'usine de liquéfaction du gaz située à Balhaf, la sécurité des installations est OK. Toutes les parties savent que cette usine est très importante pour le pays. Pour des raisons de sécurité, nous avons cessé toutes nos activités au Yémen. Nous continuons seulement à livrer du gaz naturel aux centrales thermiques.

- Raffinage: lorsque les prix du brut chutent, la demande de produits raffinés augmente et les coûts d'exploitation des raffineries baissent. Actuellement, il y a des tensions sur le marché de l'essence et nous avons de très bonnes marges. Mais le raffinage reste une industrie avec des marges très volatiles et nous ne ferons pas l'erreur de réinvestir dans le raffinage en Europe. Et j'espère que d'autres entreprises ne feront pas la même erreur.

- Principales forces de Total: le Moyen-Orient (Total est né en 1924 au Moyen-Orient sous le nom de Compagnie Française des Pétroles - CFP), l'Afrique, la mer profonde et le gaz naturel liquéfié.

Francis Perrin